

Faut-il "désoccidentaliser" l'humanitaire? / Youphil / 28.05.10

|

Pierre Micheletti (Revue Humanitaire)

Les nouveaux rapports de forces internationaux et la remise en cause du travail de certaines ONG nous incitent à repenser nos pratiques.

Les contextes d'intervention humanitaire ne sont jamais complètement superposables les uns aux autres. Il n'en demeure pas moins que les dirigeants des principales ONG internationales constatent tous les jours que la perception à l'égard des acteurs de la solidarité évolue. Le temps est révolu où les humanitaires arrivaient sur le terrain forts d'une sorte d'immunité naturelle que nul - populations, acteurs ou belligérants - ne semblait vouloir remettre en cause.

Au contraire, nos équipes constatent des attitudes qui, si elles sont encore souvent enthousiastes, traduisent une prudence suspicieuse quand elles ne prennent pas la forme de violences délibérées, dont les personnels locaux - c'est important de le souligner - feraient le plus des frais, si l'on en croit les quelques études documentées à notre disposition.

Je fais plus particulièrement référence dans mon propos aux ONG de la génération dite des "sans frontières", cette deuxième génération qui a émergé avec la guerre du Biafra en 1968 et la création de MSF en 1971. Ces ONG ne résument bien sûr pas l'action humanitaire à elle seules et ne font en rien oublier le moment crucial de la création du mouvement de la Croix Rouge un siècle plus tôt ni les actions mises en œuvre par de grandes ONG nées au début du XXe siècle comme Oxfam ou CARE.

Toutes ces organisations cohabitent sur de nombreux terrains de crise ou de grande vulnérabilité sociale. Néanmoins la génération des "sans frontières" est certainement la plus bruyante dans ses prises de position et ainsi souvent la plus visible. Et dans la constellation des organisations humanitaires, le comportement des unes a nécessairement une influence sur la perception de toutes.

Le concept utilisé pour définir l'humanitaire non gouvernemental est en soi porteur d'une vision occidentalocentrée. Le risque du raisonnement pouvant aboutir à une démonstration tautologique: si la notion d'aide humanitaire est définie par les seuls acteurs occidentaux sans considérer les autres formes d'organisation que revêt la solidarité internationale, comment ne pas aboutir à l'impérative nécessité de "désoccidentaliser"?

Ce risque est contourné par une acception suffisamment large et protéiforme du mouvement humanitaire qui est englobante. Le périmètre du mouvement comporte ainsi des critères de typologie qui permettent la classification des multiples catégories d'acteurs sur le terrain.

Enfin il convient de rappeler que le propos qui suit concerne le mouvement NON gouvernemental, celui censé représenter une dynamique d'acteurs citoyens qui décident de s'associer librement pour agir. Face aux évolutions des équilibres internationaux et à l'instauration d'un monde multipolaire faire évoluer nos positionnements devient une nécessité. Trois axes de réflexion méritent une attention particulière.

Tenir le même discours "ici et là-bas"

Le mouvement humanitaire auquel nous participons ne peut être schizophrène. A l'heure où la circulation de l'information est immédiate, mondialisée et parfois manipulée ou pour le moins toujours ethnocentrée, nous ne pouvons pas être des médecins solidaires et généreux à l'extérieur, au Mali, en Afghanistan ou en République démocratique du Congo et indifférents au sort que l'on réserve dans notre pays aux migrants originaires de ces pays, à l'image des réfugiés afghans de Calais: ce sont les mêmes personnes que nous avons dans nos salles d'attente "ici et là-bas"! Les ONG médicales françaises ne peuvent être indifférentes à des pratiques telles que l'expulsion des étrangers malades ou le recours à des tests ADN dans le cadre de politiques migratoires.

Renforcer notre capacité à communiquer dans les médias étrangers

La proximité avec les médias vise à informer et à interpeller l'opinion publique pour qu'elle pèse dans la décision politique et accélère sur le fond les processus de résolution des crises. Il n'y a dès lors aucune raison que seules les opinions publiques occidentales soient destinataires de ces prises de parole. Les pays occidentaux ne résumant plus aujourd'hui les lieux de pouvoir et de régulation des affaires internationales.

Les humanitaires ont largement fait usage du "protocole compassionnel" dans la relation aux publics de leurs pays. En miroir c'est ce même mécanisme qu'utilisent aujourd'hui les grands médias non occidentaux. Ils "couvrent" ainsi des événements dont certains fédèrent dans une solidarité épidermique et instinctive les habitants de différentes aires géographiques. Les agrégats se construisent entre autres sur des questions identitaires (sur un sentiment d'appartenance communautaire) ou religieuses. Dans les pays musulmans en particulier ces modalités fonctionnent à plein régime.

Dans les pays où se déploient des interventions humanitaires, toute une culture est encore à développer par les ONG pour informer les populations locales de ce qu'elles sont et font, des raisons de cette action, des réseaux et des alliances dans lesquels elle s'insère, des financements qu'elle mobilise et des liens que chaque ONG entretient – ou non – avec le gouvernement de son pays.

"Désoccidentaliser" l'humanitaire

L'aide humanitaire non gouvernementale est aujourd'hui dominée par un modèle d'organisation, de financement et de visibilité opérationnelle des pays occidentaux. Le séisme dramatique du mois de janvier 2010 en Haïti en a fourni un récent exemple supplémentaire, jusqu'à la caricature. En soi ce modèle exprime désormais ses limites en termes de crédibilité sur son indépendance, d'efficacité et d'acceptabilité.

Il est devenu anachronique dans son hégémonie par rapport aux évolutions internationales des dernières décennies. Il doit donc évoluer et s'adapter. Il nous faut implicitement accepter le principe d'une certaine forme de "désoccidentalisation". Cela ne signifie ni un reniement ni un travestissement, mais une mixité des hommes et des savoirs librement consentie par les acteurs de la solidarité internationale que nous sommes.

Cela ne revient pas à tomber dans un culturalisme caricatural et dangereux, mais à sortir d'une situation de monopole. Il nous faut chercher des partenaires et des alliés en dehors des pays occidentaux, mobiliser des ressources humaines, financières et techniques là où elles se trouvent aujourd'hui, en Inde, en Afrique du Sud, au Brésil, autant de pays où il existe de telles potentialités.

Car nous avons un nouveau défi: imaginer un humanitaire de demain qui ne sera pas un simple décalque du modèle dont nous sommes porteurs. "Désoccidentaliser" l'aide humanitaire, c'est en effet sortir de la logique des intérêts des grandes puissances occidentales dont nous pourrions en certaines circonstances apparaître comme les éclaireurs masqués ou les voitures balais. C'est pour cela qu'il nous faut réaffirmer encore et toujours notre caractère NON gouvernemental reste un impératif, même si – et surtout si – cela n'est manifestement pas partagé unanimement dans la constellation internationale des ONG.

Aurons-nous cette intelligence adaptative face aux nouvelles réalités des équilibres mondiaux? Aurons-nous cette conviction d'une nécessaire décentration? Quelles sont les limites d'une telle évolution? Tel est le sujet du présent numéro de la Revue Humanitaire. La réponse à ces différentes questions conditionne la dynamique future du mouvement, sa capacité de pouvoir se déployer dans toutes sortes de contextes, notamment ceux où la sécurité de nos équipes est en jeu. C'est certainement LE nouvel enjeu de ce qui sera demain la troisième génération des humanitaires.